FROUILLOU Leïla. *Ségrégations universitaires en Île-de-France. Inégalités d'accès et trajectoires étudiantes*

Paris : La Documentation française, 2017, 208 p.

Dominique Glaymann

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rfp/8245>

DOI : 10.4000/rfp.8245

ISSN : 2105-2913

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2018

Pagination : 136-137

ISBN : 979-10-362-0190-5

ISSN : 0556-7807

Référence électronique

Dominique Glaymann, « FROUILLOU Leïla. *Ségrégations universitaires en Île-de-France. Inégalités d'accès et trajectoires étudiantes* », *Revue française de pédagogie* [En ligne], 203 | 2018, mis en ligne le 30 juin 2018, consulté le 06 janvier 2023. URL : <http://journals.openedition.org/rfp/8245> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rfp.8245>

Ce document a été généré automatiquement le 6 janvier 2023.

Tous droits réservés

FROUILLOU Leïla. *Ségrégations universitaires en Île-de-France. Inégalités d'accès et trajectoires étudiantes*

Paris : La Documentation française, 2017, 208 p.

Dominique Glaymann

RÉFÉRENCE

FROUILLOU Leïla. *Ségrégations universitaires en Île-de-France. Inégalités d'accès et trajectoires étudiantes*. Paris : La Documentation française, 2017, 208 p.

- 1 Sociologue et géographe de formation, Leïla Frouillou présente une analyse des choix et orientations en termes de filières et d'universités franciliennes des étudiantes et étudiants en mettant en évidence différentes formes de ségrégation liées à l'origine sociale, au genre, au parcours scolaire, mais aussi aux écarts entre les territoires, les disciplines et les universités.
- 2 Ce travail de sociogéographie qui montre l'hétérogénéité du système universitaire francilien « donne à comprendre un espace universitaire marqué par des dynamiques de segmentation, de différenciation et de concurrence entre établissements, ainsi que de choix, de calcul et d'expérimentation de la part des étudiants » comme l'indique Agnès van Zanten dans sa préface.
- 3 Le premier chapitre présente un cadrage théorique et épistémologique des ségrégations universitaires, son objet de recherche, en se réclamant d'une géographie bourdieusienne¹ et expose les méthodes d'enquête qui ont été utilisées. L'auteure s'appuie sur une description globale de l'entrée dans les universités franciliennes des bacheliers durant les années 2000 pour mettre au jour l'existence d'une ségrégation universitaire qu'elle définit comme « des écarts sociaux scolaires ethniques ou

démographiques de publics étudiants » et qui résulte selon elle « d'une mise à distance institutionnelle (sectorisation, sélection) et d'inégalités d'accès liées à des enjeux de mobilité (accessibilité en transports) comme de représentation de l'espace des possibles universitaires » (p. 14). Elle justifie son choix de mener une recherche à la fois sur les inégalités scolaires et sur les inégalités résidentielles en affirmant qu'une approche en termes de ségrégation permet « de concevoir ensemble l'espace résidentiel et l'espace universitaire en posant la question de la place des universités dans le fonctionnement de la métropole parisienne » (p. 14). Ne se limitant pas à un cadrage statistique général sur les universités franciliennes, en particulier sur les étudiant.e.s de licence, elle étudie plus spécifiquement deux universités (Paris 1 Panthéon-Sorbonne et Paris 8 Vincennes-Saint-Denis) et trois filières (droit, AES [Administration économique et sociale] et géographie) en s'appuyant de façon complémentaire sur les données issues des inscriptions administratives et d'entretiens répétés qu'elle a menés avec près de 80 étudiant.e.s durant plusieurs années.

- 4 Un premier apport de l'ouvrage est d'objectiver les écarts entre les publics étudiants des différentes universités franciliennes que l'on connaît approximativement ou que l'on imagine intuitivement. Nulle surprise à constater que les enfants de cadres sont plus présents dans les universités situées dans Paris ou les banlieues riches que dans celles des autres communes de banlieue, mais on apprend ici que leur part va du simple au double (plus de 40 % à Paris 2 Assas, Versailles, Paris 1 Panthéon-Sorbonne et Paris 11 Orsay contre 18 % à Paris 13 Villetaneuse). De même, si on sait que la proportion de bacheliers technologiques et professionnels varie fortement, il est instructif de savoir qu'ils comptent pour 5 % des effectifs de Paris 2, Paris 6 ou Paris 7 contre 25 % à Paris 8 Vincennes-Saint-Denis, 32 % à Paris 13 Villetaneuse et 38 % à Évry (soit un écart de 1 à 7). On retrouve aussi d'importants écarts selon les filières, notamment entre le droit (40 % d'enfants de cadres, 6 % d'enfants d'ouvriers, 8 % de bacheliers technologiques et professionnels en 2011) et l'AES (20 % d'enfants de cadres, 14 % d'enfants d'ouvriers et 35 % de bacheliers technologiques ou professionnels en 2011). Les inégalités portent donc à la fois sur les établissements et sur les disciplines. La combinaison des outils de sociologue et de géographe permet à l'auteure d'identifier le fonctionnement de mécanismes d'attraction des universités révélant des inégalités sociales en matière de localisation résidentielle, d'infrastructures de transport et d'offre de formation. Elle présente ainsi de très intéressantes cartes décrivant les aires d'attraction des universités, en comparant les situations très contrastées de deux universités (Paris 1 et Paris 8) d'une part, de l'AES et du droit d'autre part (p. 66 et 71).
- 5 La deuxième grande richesse de l'analyse est l'investigation sur la pluralité des formes et des acteurs concourant à l'existence des ségrégations. L'auteure identifie en particulier ce qui relève de la politique des établissements universitaires, ce qui concerne les inégalités territoriales en termes de transport notamment, ce que produisent les modalités de pré-inscription (RAVEL puis APB), donc ce qui a trait à diverses politiques publiques, et ce qui renvoie aux comportements des étudiant.e.s et des familles. Elle montre ainsi le rôle important que jouent les politiques des universités à la fois par la sélection des formations qu'elles proposent et leur localisation, par les stratégies de communication jouant sur l'image de marque des établissements et des diplômes qu'ils délivrent (valorisation de la Sorbonne par exemple), sur la réputation et de leur territoire de localisation (Quartier latin *versus* Saint-Denis par exemple) et sur la représentation que se font les futurs étudiants et leur famille. Les comparaisons et les choix s'avèrent compliqués face à une offre de

formation des universités franciliennes (d'autant que plusieurs sont multisites) et à des hiérarchies symboliques entre établissements, entre filières et entre territoires.

- 6 Les systèmes de pré-inscription et d'affectation fixant d'un côté les capacités d'accueil des formations et de l'autre les règles et priorités pour trier les candidatures ont un impact notable sur la nature et l'ordre des demandes des candidat.e.s étudiant.e.s, puis sur leur affectation. À l'heure où les futurs bacheliers expérimentent la complexité de Parcoursup, il est intéressant d'observer la façon dont RAVEL et son système de sectorisation (entre 1987 et 2008), puis APB valorisant un « libre choix » très relatif (entre 2009 et 2017), ont contribué à différencier socialement les inscriptions universitaires en aggravant les ségrégations résidentielles elles-mêmes liées à d'autres politiques publiques, notamment celles relatives à l'aménagement du territoire, à l'organisation des transports collectifs et au logement. L'inégalité de fréquentation des formations universitaires tient notamment à l'accessibilité et l'éloignement géographique qui se mesure en temps de transport plutôt qu'en kilomètres. Différents extraits d'entretiens soulignent la dimension sociale de cette question d'accessibilité et de la façon dont elle est ressentie et gérée par les étudiant.e.s et les familles.
- 7 Les deux derniers chapitres décortiquent les différentes stratégies d'« évitement » et de « placement » universitaires que les étudiant.e.s déploient ou non selon les ressources dont ils disposent. L'auteure montre à partir d'une analyse longitudinale comment et pourquoi une partie des étudiant.e.s essaient d'éviter telle ou telle université de proximité et font des choix de placement dans le paysage universitaire. Elle insiste (extraits d'entretiens à l'appui) sur l'importance de l'habitus et des dotations en capitaux (économique, social, scolaire) pour expliquer les très grandes inégalités dans la capacité stratégique et dans ce qu'elle nomme « la construction du sens du placement » (p. 160). On comprend combien les rapports aux études et aux lieux d'études sont socialement différenciés, deux variables ressortant particulièrement : « la familiarité avec le système scolaire, exprimé comme capital scolaire, et le genre, qui fait jouer à la fois le rapport à l'école et le rapport au quartier » (p. 132). L'analyse des données quantitatives et qualitatives, et notamment des mobilités et des parcours, débouche sur une typologie de trajectoires universitaires qui confirme des différences notables largement corrélées à l'origine sociale des étudiant.e.s. La comparaison de la part relative des différentes trajectoires entre le droit et l'AES (dont les recrutements sont très différents) est de ce point de vue très édifiante.
- 8 Au total, cet ouvrage met en lumière les dynamiques ségrégatives et « démontre que les écarts de publics entre universités ne résultent ni d'une "auto sélection" des étudiants, [...] ni d'un mécanique effet de la localisation des sites universitaires dans une région capitale ségréguée » (p. 179). Une lecture à la fois salutaire et inquiétante pour tout universitaire et pour tout citoyen attaché aux principes d'égalité et d'universalité de l'enseignement supérieur.

NOTES

1. Elle consiste à raisonner en termes de division sociale de l'espace et des territoires, qu'il s'agisse des lieux de résidence, des lieux d'étude ou des questions de distance et de transport.

AUTEURS

DOMINIQUE GLAYMANN

Université d'Évry-Val-d'Essone